

Concours d'entrée 2025

Voie Orient

Concours externe

1^{ère} épreuve d'admissibilité

Une épreuve consistant, à partir d'un dossier, en une note de réflexion portant sur les grands enjeux du monde contemporain.

Cette épreuve d'admissibilité a pour objet de vérifier la capacité d'analyse et de réflexion des candidats. Ils devront montrer une aptitude à mobiliser leurs connaissances en matière de relations internationales et de questions européennes en vue de produire une analyse argumentée et personnelle sur les grands enjeux du monde contemporain.

Le sujet est accompagné d'un dossier composé d'un ensemble de documents pouvant inclure des cartes, graphiques ou diagrammes. Destiné à nourrir la réflexion, ce dossier ne doit pas donner lieu à une synthèse mais permettre aux candidats d'en extraire les éléments, utiles mais non-exhaustifs, à la construction et à l'illustration de leur argument qui s'appuiera sur une solide connaissance de l'actualité européenne et internationale.

Durée : 5 heures – coefficient 3

Sujet

Le Sud global vers une réorganisation mondiale ?

Dossier

N°	Documents joints	Pages
1	« Le Sud global existe-t-il ? », Michel Duclos, 9 octobre 2023, www.institutmontaigne.org (extrait)	5
2	« La fausse énigme du Sud global », Bertrand Badie, 26 septembre 2024, www.france.attaac.org (extrait)	6
3	« Que recouvre la notion de « Sud global » ? », Doudou Diène et Bruno Tertrais, 12 juillet 2024, www.observatoire-multilateralisme.fr (extraits)	7
4	« Qu'est-ce que le « Sud global » ? », Joseph S.Nye Jr., 15 décembre 2023, www.lorientlejour.com (extrait)	8
5	« Le Sud global arrive en force au G20 », Jocelyn Coulon, Malik M'Silti et Nabil Jaafari, 18 novembre 2024, www.ledevoir.com (extraits)	9 et 10
6	« Unir les énergies puissantes du Sud global pour construire ensemble une communauté d'avenir partagé pour l'humanité », Allocution de Monsieur Xi Jinping, 24 octobre 2024, www.fmprc.gov.cn (extraits)	11
7	« Le monde se désoccidentalise, mais le « Sud global » n'est pas si uni contre l'Occident », Jean-Joseph Boillot, 27 avril 2023, www.alternatives-economiques.fr	12 et 13
8	« Donald Trump joue gros en menaçant les BRICS », Guillaume de Calignon, ; 4 décembre 2024, www.lesechos.fr (extraits)	14 et 15
9	« Existe-t-il un « Sud global » ? », Tigrane Yégarian, 17 janvier 2024, www.revueconflits.com (extraits)	16
10	« Le « Sud global » doit prendre sa place à la table des Nations », Ronak Gopaldas, ISS Today, 3 avril 2024, www.issafrika.org (extraits)	17 et 18

11	« 3 ^e Sommet Voice of Global South : le Premier ministre Modi souligne l'importance de l'infrastructure publique numérique », India News Network, 17 août 2024, www.indianewsnetwork.com (extrait)	19
12	Discours de Vladimir Poutine, discours accompagnant l'annexion de quatre régions d'Ukraine – Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia, 30 septembre 2022	20
13	Discours du Président de la République à l'occasion de la Conférence des Ambassadrices et des Ambassadeurs, 6 janvier 2025, www.elysee.fr , (extrait)	21
14	Vote de la résolution du 2 mars 2022 condamnant la guerre en Ukraine, geoconfluences.ens-lyon.fr	22
15	« Le Sud global, un nouvel acteur de la géopolitique mondiale ? », Vincent Capdepuy, 25 septembre 2023, geoconfluences.ens-lyon.fr (extrait)	23 à 26
16	« A bas le néocolonialisme ! », Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie, Dr Maxime Audinet, IRSEN, Etude n° 119, octobre 2024, www.irsen.fr (extraits)	27 à 29
17	« La Chine et les opérations militaires autres que la guerre (军队非战争军事行动) à l'étranger, quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ? », Dr Carine Pina, IRSEN, Etude n° 115, mars 2024, www.irsen.fr (extraits)	30 et 31

Liste des sigles :

- AFD : Agence française de développement
- APL : Armée populaire de libération
- ATTAC : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
- BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine
- BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
- FMI : Fonds monétaire international
- G7 : Groupe des sept
- G20 : Groupe des vingt
- G77 : Groupe des 77
- IRSEM : Institut de recherche stratégique de l'École militaire
- ISS : Institut d'études de sécurité
- LCP : La chaîne parlementaire - Assemblée nationale
- OMAG : Opérations militaires autres que la guerre
- ONU : Organisation des Nations Unies
- PIB : Produit intérieur brut
- RCA : République centrafricaine
- URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
- 4P : Pacte de Paris pour les peuples et la planète

« Le Sud Global existe-t-il ? », Michel Duclos, 9 octobre 2023, www.institutmontaigne.org (extrait)

[...]

- Une prise de conscience a déjà plus ou moins eu lieu du côté des Occidentaux de la nécessité de combler le fossé qui s'est creusé entre eux-mêmes et le Sud. Le sommet du G7 à Okinawa l'année dernière a décidé une série de mesures en faveur des pays les plus vulnérables. La France a pris l'initiative en juin d'un sommet sur un nouveau pacte financier mondial, destiné à réorienter la Banque Mondiale et le FMI vers les besoins du Sud, à la fois en termes de développement et de transition climatique. L'Union Européenne a lancé un projet "*Global Gateway*" plus ou moins concurrent de l'initiative des "*routes de la soies*" chinoise ("*Belt and Road Initiative*"). L'administration américaine fait tout pour se rapprocher de l'Inde ou de l'Arabie Saoudite, oubliant au passage son esprit de croisade initiale contre les autoritaires.
 - Ces efforts pour tendre la main aux puissances émergentes restent dispersés. Ils se concentrent en outre sur les questions économiques ou liées aux "*enjeux globaux*". Ne serait-il pas temps de concevoir une véritable stratégie d'engagement du Nord - et donc en pratique de l'Ouest "*systémique*" (Europe, États-Unis, alliés asiatiques de ceux-ci) - vis-à-vis du Sud global, qui devrait aussi s'étendre aux questions de sécurité ? On se heurtera certes à l'obstacle des divisions, voire des tensions, au sein du Sud : le Sud Global, quel numéro de téléphone ? pour paraphraser une formule d'Henry Kissinger à propos de l'Europe.

Mais c'est précisément en cela qu'une stratégie serait utile : faut-il exploiter les clivages au sein du Sud, ou les ignorer ou chercher des terrains communs au-delà des divisions ? Sur quels terrains et dans quel cadre ? En tout cas, ne laissons pas la Russie, et surtout la Chine, se tailler sans entrave une clientèle dans le monde émergent ou simplement se cristalliser une opposition Nord-Sud qui n'a rien de fatale.

« La fausse énigme du Sud global », Bertrand Badie, 26 septembre 2024, www.france.attaac.org (extrait)

[...]

En fait, le « Sud global » s'est lui-même construit au fil des temps, faisant des péripéties de son émergence les bases d'une carte cognitive nouvelle. Sa préhistoire, d'abord tâtonnante et quelque peu confuse (en gros de 1945 à la fin des années soixante), a forgé une mémoire, sinon commune du moins rapprochée, réunissant les pays qui le composent ; elle a suscité, au sein des vieilles puissances, rétractions, protections, mépris, condescendance à un point tel que des connivences réactives se sont de plus en plus cristallisées à l'intérieur de cet ensemble composite. Cette dialectique de la marginalisation imposée et de l'humiliation ressentie a créé au fil des temps une communauté de perception et de posture stratégique qui se précise progressivement. Elle est fondatrice, tant cette humiliation que les pays considérés ont en partage fait l'histoire sur un mode qui ne sera jamais homogène, mais qui reste suffisamment affirmé pour susciter non seulement des visions communes, mais aussi des stratégies de plus en plus partagées. En un mot, le Sud s'est fait lui-même hors de la géopolitique convenue, et le Nord, par ses réticences, a involontairement contribué à l'œuvre.

[...]

« Que recouvre la notion de « Sud global » ? », Doudou Diène et Bruno Tertrais, 12 juillet 2024, www.observatoire-multilateralisme.fr (extraits)

[...]

Bruno Tertrais est directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)

[...]

Comment évaluez-vous la cohésion, la puissance, des pays du « Sud global » aujourd’hui ?

Bruno Tertrais : Tout dépend justement de qui l’on parle, car il n’existe aucune liste des pays du « Sud global » ! Cette expression ne recouvre aucune cohésion politique ou économique, d’autant que les disparités de développement entre pays qui revendiquent cette expression sont bien plus importantes que ne l’étaient celles des membres du G77 à l’origine. La cohésion politique n’est pas beaucoup plus grande, comme on l’a vu dans certains votes clés à l’Assemblée générale des Nations Unies, sur l’Ukraine ou sur la Palestine notamment. Il n’y a pas d’organisation du « Sud global ». Les BRICS ne le représentent pas : ils sont peu nombreux, et surtout ne sont qu’un « club » sans coordination politique. Soulignons notamment que si la Chine et la Russie ont un agenda commun, il n’est pas partagé par l’Inde. Pour toutes ces raisons, parler de « puissance » du Sud global n’a guère de sens. En revanche, on peut dire que l’addition de leurs économies leur donne un poids beaucoup plus important que ce n’était le cas pour les G77 au temps de la Guerre froide.

[...]

Va-t-on, à votre avis, vers un affrontement Nord-Sud dans les années à venir ?

Bruno Tertrais : L’une des critiques principales que je fais à cette expression est qu’elle pourrait relever de la prophétie autoréalisatrice : plus l’on évoque un « Sud global », plus on fait entrer dans la tête des dirigeants et des opinions que l’on se dirige vers une forme de rivalité voire de choc. C’est en fait revenir à la politique des blocs, voire au « clash des civilisations » ... Or, dans la mesure où le « Nord » est à peine plus structuré que le « Sud », cette idée me paraît non seulement peu féconde mais contre-productive. Je préfère parler, comme je l’ai fait dans un ouvrage récent, de « guerre des mondes » entre deux familles, l’une plutôt démocratique et libérale, l’autre plutôt autoritaire et revanchiste, avec au centre un espace de compétition et de rivalités, en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Le « Sud global », s’il existe, est un espace plutôt qu’un acteur.

[...]

« Qu'est-ce que le « Sud global » ? », Joseph S.Nye Jr., 15 décembre 2023, www.lorientlejour.com
(extrait)

[...]

Après une série de réunions, le premier sommet des BRIC s'est tenu à Iekaterinbourg, en Russie, en 2009. Avec l'addition de l'Afrique du Sud, l'année suivante, le groupe est devenu les Brics. En août dernier, lors du quinzième sommet des Brics, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé que six pays considérés comme des marchés émergents, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, rejoindraient le bloc le 1er janvier 2024.

Depuis qu'ils sont devenus un organisme réunissant des conférences internationales, les Brics sont souvent considérés comme les représentants du Sud global. Rappelons pourtant que le Brésil et l'Afrique du Sud, et désormais l'Argentine, y sont les seuls membres de l'hémisphère Sud, et même lorsqu'on en fait un équivalent politique du tiers-monde, la notion de Brics s'avère plutôt limitée, tant d'un point de vue conceptuel qu'organisationnel. Si quelques-uns de ses membres sont des démocraties, la plupart sont des autocraties, et nombre d'entre eux sont en conflit les uns avec les autres.

Ainsi l'Inde et la Chine se sont combattues à leur frontière, disputée, dans l'Himalaya ; l'Éthiopie et l'Égypte entretiennent un différend concernant l'usage des eaux du Nil, tandis que l'Arabie saoudite et l'Iran se disputent l'influence stratégique dans le golfe Persique. En outre, la présence de la Russie vide de son sens toute prétention à représenter le Sud global.

La principale valeur de l'expression « Sud global » est diplomatique. Quoique la Chine soit un pays à revenu intermédiaire de l'hémisphère Nord rivalisant avec les États-Unis pour l'influence mondiale, elle aime à se décrire comme un pays en développement jouant un rôle de chef de file au sein du Sud global. Encore ai-je perçu, lors d'un récent voyage à Pékin, des différences d'analyse notables entre les chercheurs chinois que j'y ai rencontrés. Certains voyaient dans le terme « Sud global » un outil politique utile, d'autres laissaient entendre qu'il serait plus judicieux d'utiliser une terminologie qui classe les pays selon leur revenu – élevé, intermédiaire et faible –, même si tous les pays à faible revenu ne partagent pas les mêmes intérêts ou les mêmes priorités. La Somalie et le Honduras, par exemple, affrontent des problèmes très différents.

La terminologie des pays à revenu élevé, intermédiaire ou faible ne vient pas facilement sur la langue des journalistes et des élus ; et elle est embarrassante dans les gros titres. Aussi continuera-t-on, par commodité, à s'en remettre au « Sud global ». Mais celles et ceux qui se préoccupent d'une description plus rigoureuse du monde devraient n'utiliser qu'avec circonspection un terme qui prête autant à confusion.

« Le Sud global arrive en force au G20 », Jocelyn Coulon, Malik M'Silti et Nabil Jaafari, 18 novembre 2024, www.ledevoir.com (extraits)

[...]

Les BRICS, ce sont cinq pays fondateurs — Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud —, auxquels se sont ajoutés dernièrement l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Éthiopie. Une vingtaine d'autres veulent y adhérer. Les membres actuels représentent 41 % de la population mondiale, 37 % du PIB, 25 % du pétrole et 50 % des minerais. Ils enregistrent cette année une croissance de 4,5 %, contre 1,7 % pour les pays du G7.

Selon les dernières projections du Fonds monétaire international publiées au moment où avait lieu le sommet de Kazan, l'économie mondiale devrait, au cours des cinq prochaines années, s'appuyer encore plus fortement sur les BRICS pour stimuler son expansion, plutôt que sur leurs homologues occidentaux plus riches.

Cet été, le chroniqueur et auteur Ruchir Sharma écrivait dans le *Financial Times* semblablement, mais en élargissant la focale à l'ensemble des pays du Sud. Sous le titre « *The world should take notice – the rest are rising again* », il notait qu'après une décennie de stagnation « les économies émergentes reconstituent leur avance sur les économies développées en matière de croissance, y compris sur la plus forte d'entre elles, les États-Unis, pour atteindre des niveaux jamais vus depuis 15 ans. » Et ce n'est plus la Chine seule qui tire cette croissance, mais les économies émergentes dans leur ensemble. La raison en est simple : ces économies « ont des déficits budgétaires et courants beaucoup plus faibles, ce qui leur donne une plus grande capacité d'investissement et de stimulation de la croissance future ».

L'émergence du Sud global et des BRICS n'est pas survenue du jour au lendemain. Elle s'est dessinée dès le début des années 2000 lorsque le G20 a été mis en place. Il a été créé autour de 19 pays et de l'Union européenne auxquels s'est ajoutée l'an dernier l'Union africaine. Neuf de ces pays sont du Sud global : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie. Quatre sont membres des BRICS et trois autres, la Turquie, l'Indonésie et l'Arabie saoudite, y aspirent. Avec la pleine participation cette année de l'Union africaine, avec ses 55 États membres, le Sud global gagne un poids important au sein du G20.

[...]

L'ascension des pays du Sud global vers le sommet a aussi révélé à la faveur de la guerre en Ukraine sa formidable capacité d'autonomie par rapport aux grandes puissances. En effet, depuis quelques années, les pays du Sud global pratiquent une politique étrangère de multi-alignement, où ils choisissent leurs partenaires selon leurs intérêts. La notion de polarité perd donc de sa pertinence en raison d'un ordre mondial marqué par des acteurs de plus en plus diversifiés. Dès lors, tout en condamnant l'invasion de l'Ukraine, ces pays ont refusé d'adopter des sanctions contre la Russie au grand étonnement des Occidentaux.

[...]

Le Sud global n'est pas en marche pour renverser l'ordre mondial libéral. Il n'en a ni les structures militaires ni même l'intention. Il cherche toutefois à refonder cet ordre mondial au moyen de sa participation au G20 et aux BRICS. Pointe avancée du Sud global, les BRICS, a écrit l'économiste Thomas Piketty, se présentent « au monde comme la classe moyenne de la planète : ceux qui ont réussi en travaillant ferme à améliorer leur condition et qui n'ont pas l'intention de s'arrêter là ». Et comme on a pu le constater avec le résultat de l'élection présidentielle américaine, lorsque la classe moyenne estime qu'on ne l'écoute pas, cela donne des réactions surprenantes.

« Unir les énergies puissantes du Sud global pour construire ensemble une communauté d'avenir partagé pour l'humanité », Allocution de Monsieur Xi Jinping, 24 octobre 2024, www.fmprc.gov.cn (extraits)

Allocution de Monsieur Xi Jinping
Président de la République populaire de Chine
au Dialogue BRICS Plus

Kazan, le 24 octobre 2024

[...]

– **Nous devons promouvoir toutes les civilisations et œuvrer à l'harmonie dans la diversité.** Le monde est marqué par la diversité des civilisations. Nous devons être contributeurs à l'enrichissement mutuel des civilisations, renforcer les échanges et le dialogue et nous soutenir mutuellement dans la poursuite d'une voie de modernisation adaptée à nos conditions nationales. L'Initiative pour la civilisation mondiale que j'ai avancée a pour objectif de créer un jardin des civilisations mondiales où la diversité rayonne dans l'harmonie. La Chine, en coordination avec d'autres parties, mettra en place une alliance des think tanks du Sud global pour favoriser les échanges humains et culturels ainsi que le partage d'expériences en matière de gouvernance.

[...]

Quelle que soit l'évolution de la situation internationale, la Chine restera toujours attachée au Sud global et s'enracinera dans le Sud global. Nous sommes favorables à ce que plus de pays du Sud global nous rejoignent dans la cause du BRICS comme membres à part entière ou pays partenaires, ou sous format de « BRICS Plus », de sorte à unir les énergies puissantes du Sud global pour construire ensemble une communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

[...]

« Le monde se désoccidentalise, mais le « Sud global » n'est pas si uni contre l'Occident », Jean-Joseph Boillot, 27 avril 2023, www.alternatives-economiques.fr

Le concept de « Sud global » (*Global South* en anglais) fait fureur depuis quelques mois en parallèle de celui de « désoccidentalisation du monde ». S'agit-il du même phénomène et quelles réalités recouvrent ces deux expressions ? Restons prudents mais ne faisons pas l'autruche : le monde change. La notion de désoccidentalisation du monde recouvre d'abord des réalités humaines, économiques ou encore historiques et culturelles. Mais elle recouvre aussi des positionnements politiques, idéologiques et géopolitiques qui donnent au Sud global des formes géographiques assez contrastées.

Premier élément indiscutable : le monde se désoccidentalise. Sur le plan démographique d'abord, puisque sur les 8 milliards d'habitants que compte désormais notre planète, seuls 15 % vivent dans ce qu'on appelle l'Occident. En outre, les dynamiques des deux ensembles sont telles que le poids du monde non-occidental atteindra près de 90 % de la population mondiale d'ici 2050 selon les dernières estimations de la division Population des Nations Unies.

Cette dynamique est aussi économique, comme le montrent les dernières prévisions de croissance du FMI et le partage du PIB mondial exprimé en parité de pouvoir d'achat. Entre les périodes 2010-2019 et 2022-2027, le poids des pays occidentaux dans la croissance mondiale devrait ainsi passer de 21,8 % à 15,3 %, et leur poids dans le PIB mondial reculerait alors à 38 % en 2027 contre 56 % en 2000.

Peut-on pour autant parler d'un « Sud global » qui rassemblerait des pays unis dans un même front anti-occidental ?

Revanche et renaissance vont de pair au Sud

Sur le plan historique, il n'est pas faux de sentir un peu partout au Sud la montée d'un sentiment de « revanche » vis-à-vis d'un Occident qui porte en commun l'héritage colonialiste et impérialiste, d'abord des Européens puis des États-Unis avec notamment les guerres du Vietnam ou d'Irak qui ont traumatisé tous les peuples en développement.

Sur le plan culturel, la notion de « renaissance » soude les pays du Sud avec l'essor un peu partout de mouvements nationalistes qui s'appuient sur une relecture d'un passé civilisationnel censé être prestigieux comme en Chine, mais aussi en Inde, en Turquie, en Asie du sud-est, mais également en Afrique.

Sur le plan politique, la confrontation entre les pays occidentaux et le « Sud global » épouse deux formes distinctes. D'une part, est admis au Sud le constat largement partagé que « les valeurs de l'Occident se sont toujours arrêtées là où commençaient ses intérêts ».

D'autre part, il existe au Sud deux lectures très différentes des priorités et du séquençage à suivre entre développement économique et social et modernisation des institutions politiques, ou, pour le dire autrement, entre la prospérité et les libertés individuelles censées venir plus tard.

L'économiste indien Amartya Sen avait notamment contribué à enrichir l'approche du « développement comme liberté » dès les années 1980 en la décomposant en une dizaine de critères

socio-économiques qui sont devenus les fameux 17 objectifs du développement durable (ODD) des Nations Unies.

Les trois postures géopolitiques du Sud

Sur le plan géopolitique, les choses sont en revanche beaucoup moins tranchées. Le Sud global n'est pas une entité homogène mais un mille-feuille autour d'une multitude d'organisations internationales où la géographie pèse de tout son poids. On peut toutefois repérer trois démarches.

Premièrement, existe un groupe clairement anti-occidental qui veut le remplacer. La Chine s'en pose en chef de file avec sa stratégie diplomatique du Tianxia, cette voûte céleste sous laquelle se rangeraient tous les pays non occidentaux. La conquête de la suprématie technologique et de la parité militaire sont ses deux priorités.

Il y a ensuite le groupe des non-alignés purs de type ni-ni, ni États-Unis, ni Chine-Russie, ou encore ni capitalisme libéral, ni modèle autoritaire planifié. C'est l'héritier du noyau dur du sommet de Bandung en Indonésie en 1955. Problème, il n'a jamais réussi à trouver une troisième voie tant économique que politique.

Il y a enfin le groupe des opportunistes de type et-et : « et » l'Occident quand c'est profitable, et sinon le camp adverse. Son meilleur représentant en est l'Inde, qui importe du pétrole russe pour l'exporter sous une forme raffinée aux États-Unis ou en Europe. Les dernières interventions du nouveau président brésilien Lula da Silva semblent aller dans le même sens. La position de la Turquie pourrait y ressembler même si la volonté de reconstituer un empire ottoman autonome s'affirme de plus en plus, cette fois contre les deux camps.

Quel avenir ?

Le « Sud global » constitue une force économique de plus en plus puissante, à l'exception toutefois de quelques secteurs clés comme la finance ou les technologies de pointe. Il est également uni dans sa volonté de désoccidentalisation du monde, mais il est loin d'être sur une ligne d'affrontement contre l'Occident, comme le montrent les votes à l'ONU de cette dernière année sur la guerre en Ukraine. Entre la bipolarité et la multipolarité, ses préférences vont nettement à la deuxième option, qu'il s'agisse de l'économie ou de la diplomatie.

Une autre chose est sûre : dans « Sud global », il y a global. Les pays en développement expriment leur volonté de rester dans un monde ouvert, non fragmenté, non protectionniste, pluraliste. A ce stade, deux scénarios sont imaginables : soit un affrontement croissant, qui conduira à une globalisation sud-sud comme c'est en fait l'espoir de la Chine, dont 90 % des investissements se font désormais au sud.

Soit le dialogue et la volonté de compromis l'emporteront comme sur la régulation du commerce mondial ou la répartition équilibrée de la gestion du changement climatique. C'est ici que les pays occidentaux ont une carte à jouer avec leurs atouts que sont la technologie, les marchés et... l'exemplarité qui ne va pas toujours de soi.

« Donald Trump joue gros en menaçant les BRICS », Guillaume de Calignon, ; 4 décembre 2024, www.lesechos.fr (extraits)

[...]

« Il faut prendre Trump sérieusement mais pas littéralement ». Le titre d'un article paru dans « The Atlantic » pendant la campagne électorale de 2016 reste d'actualité. Et pourtant, il est difficile de s'extraire totalement de la prise de parole du futur président américain, particulièrement quand il twitte. Le week-end dernier, Donald Trump a donc prévenu ses adversaires et les a même menacés. « Le temps où les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) essaient de se détourner du dollar pendant que nous restons les bras croisés est terminé. Nous exigeons que ces pays s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie BRICS, ni à soutenir une autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain, sinon ils seront confrontés à des droits de douane de 100 %. » En clair, les pays refusant d'utiliser le dollar se verront de facto interdire l'accès à la première économie du monde qui représente près d'un quart du PIB de la planète.

[...]

Mais comme le dit Georgina Wright, directrice adjointe des études internationales à l'Institut Montaigne, « ces menaces constituent une stratégie à double tranchant ». La montée des sanctions occidentales, notamment vis-à-vis de la Russie, incite les BRICS à vouloir développer des alternatives. Et les menaces de Donald Trump ne peuvent que pousser le « Sud global » à accélérer le développement d'autres options. « La Chine voit la part de ses transactions commerciales avec l'étranger en renminbi augmenter depuis deux ans mais c'est d'abord parce que la Russie ne peut plus utiliser le dollar. Au-delà, Pékin a du mal à développer le rôle international de sa devise qui n'est guère utilisée dans des transactions entre pays tiers », juge Sébastien Jean. Personne n'a envie de détenir des avoirs dans une monnaie chinoise qui n'est pas automatiquement convertible et ainsi dépendre du bon vouloir du parti communiste chinois.

[...]

Bref, « il n'y a pas vraiment de remplaçant au dollar à moyen terme. D'ailleurs, le but des BRICS n'est pas de remplacer le billet vert mais de limiter leur exposition aux sanctions financières américaines », poursuit-il.

Ainsi, la Banque des règlements internationaux (BRI) enregistre une baisse importante de la part des prêts transfrontaliers libellés en dollars accordés par les principales banques et entreprises des BRICS de 67 % en 2016 à 55 % dès la fin du premier trimestre de cette année. Les nouveaux prêts sont consentis dans les monnaies locales.

Parallèlement, la Chine développe son propre système de messagerie et de paiement interbancaire transfrontalier, tout comme la Russie, pour se passer de Swift, la solution occidentale. « Les systèmes financiers deviennent de plus en plus géopolitiques », remarque Agathe Demarais, analyste au Conseil européen des relations internationales, dans un article récent paru dans la revue « Foreign Policy ». Pour elle, « si le dollar et Swift sont loin de perdre leur hégémonie mondiale, les solutions non-occidentales rencontreront de plus en plus de succès à long terme, ce qui aggravera la fragmentation du paysage financier international ».

[...]

Si le dollar va rester hégémonique encore longtemps, son statut de monnaie de réserve mondiale risque de s'éroder petit à petit. Plusieurs facteurs tels que la fragmentation géopolitique, le protectionnisme, les cryptomonnaies, les dysfonctionnements politiques et économiques de l'Amérique ou encore la versatilité et l'agressivité de Trump accélèrent la dédollarisation. Mais faute d'alternative de placement aussi crédible, ce mouvement, inexorable dans un monde multipolaire, restera lent.

« Existe-t-il un « Sud global » ? », Tigrane Yégarian, 17 janvier 2024, www.revueconflits.com (extraits)

[...]

S'agit-il d'un simple concept géographique ? Une volonté politique de diviser grossièrement le monde en un clivage nord-sud ? Le concept de Sud Global demeure difficile à définir, car il ne représente ni une alliance formelle, un pôle, mais un ensemble flou dans lequel se reconnaissent de nombreux pays. À commencer par l'Inde de Narendra Modi, qui a pris les rênes de cet attelage hétéroclite loin de faire consensus.

[...]

En 1926, dans un essai intitulé *Alcuni temi della questione meridionale*, le communiste et théoricien révolutionnaire italien Antonio Gramsci avait utilisé ce terme pour désigner les inégalités entre le nord et le sud de l'Italie. Pour l'universitaire nord-américaine Anne Garland Mahler, Gramsci a appliqué un cadre politique qui a ensuite servi de base à la théorisation du Sud dans le Nord : « *Une géographie déterritorialisée des externalités du capitalisme [...] pour rendre compte des peuples assujettis à l'intérieur des frontières des pays les plus riches, de sorte qu'il y a des Suds dans le Nord géographique et des Nord dans le Sud géographique.* » Mais il semblerait que le terme *Global South* ait été utilisé pour la première fois en 1969 par l'universitaire et militant gauchiste américain Carl Oglesby (1935-2011). Écrivant dans le magazine catholique libéral *Commonweal*, Oglesby a soutenu que la guerre du Vietnam était le point culminant d'une histoire de « *domination du Nord sur le Sud Global* ». Mais ce n'est qu'après l'éclatement de l'Union soviétique en 1991 – qui a marqué la fin de ce qu'on appelle le « Second Monde » – que le terme a pris de l'ampleur. Jusqu'alors, le terme le plus courant pour désigner les pays en développement – les pays qui n'étaient pas encore pleinement industrialisés – était « tiers-monde », théorisé par Alfred Sauvy en 1952 afin de désigner les pays non alignés, les pays en développement, ou encore ceux subissant encore le joug colonial. On retrouve aussi dans le tiers-mondisme une allusion aux trois états historiques de la France : clergé, noblesse et tiers état.

[...]

« Le « Sud global » doit prendre sa place à la table des Nations », Ronak Gopaldas, ISS Today, 3 avril 2024, www.issafrica.org (extraits)

Pour l’Afrique, atteindre les objectifs de développement repose sur l’essor du Sud global.

[...]

Il est intéressant de noter que les pays du Sud ne considèrent pas que le terme soit offensant : ils s’y identifient. Il est beaucoup moins problématique que celui de « tiers-monde » et moins condescendant que « pays en développement ». En l’absence d’alternative plus convaincante, c’est un raccourci qui fonctionne. Comme le dit le ministre indien des Affaires étrangères, M. Jaishankar : « Si vous venez du Sud global, vous le savez ».

Deuxièmement, la question de la résonance. Le terme n’est pas nouveau. Il trouve son origine dans l’anticolonialisme du xx^e siècle et dans des mouvements comme la Conférence de Bandung de 1955 et le mouvement des Non-alignés de 1961. La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont à nouveau mis en lumière les failles de la gouvernance et de la finance mondiales entre les pays du Nord et du Sud, incitant ces derniers à faire entendre leur voix. Cette situation s’explique à la fois par des facteurs d’attraction et de répulsion. Parmi les facteurs de répulsion, citons le comportement du Nord au cours de ce qui a été largement qualifié d’« apartheid vaccinal ».

Associé au cadre binaire de la guerre en Ukraine, qui a aliéné les pays qui ne voulaient pas prendre parti, ce comportement a créé un important déficit de confiance. De nombreux pays du Sud global ont désormais l’impression que les pays occidentaux considèrent leurs propres problèmes comme étant « mondiaux », tandis que les problèmes du reste du monde seraient « régionaux ». Cela souligne la dynamique perçue de l’ « Ouest contre le reste [du monde] », révélant l’hypocrisie d’une moralité inconstante.

En effet, comme l’a fait remarquer un commentateur, le conflit en Éthiopie a fait plus de morts en 2022 que la guerre en Ukraine, et pourtant la Tour Eiffel ne s’est pas illuminée aux couleurs de l’Éthiopie. Idem pour Gaza. De même, les conséquences de la présidence Trump qui a érodé la confiance dans les systèmes multilatéraux et sapé la légitimité morale de l’Occident ont été négligées.

[...]

Les pays africains, en particulier, ont été déçus par ce qu’ils ont ressenti comme un marché de dupes : ils ont subi des interdictions de voyager liées à la pandémie de COVID qui n’étaient pas fondées sur des faits scientifiques, n’ont pas reçu de vaccins et ont été empêchés de fabriquer les leurs. Ils ont été confrontés à des chocs alimentaires et énergétiques démesurés en raison d’une guerre dans laquelle ils n’étaient pas impliqués et ont subi les ravages d’un dollar fort et de taux d’intérêt élevés aux États-Unis et en Europe, qui ont fait grimper leur coût de financement et ont eu des effets inflationnistes significatifs. De plus, on leur demande de remédier à un problème (la crise climatique) qu’ils n’ont pas créé.

Tout cela est d’autant plus choquant que l’Afrique est confrontée à un dilemme inédit. On demande au continent de se démocratiser et de s’industrialiser en même temps, dans un contexte de

désindustrialisation prématurée, tout en l'incitant à verdir son économie — ce qu'aucun autre continent n'a fait. Cela a alimenté la colère autour des règles disparates que l'Afrique doit suivre, contrairement aux nations industrialisées.

[...]

Sur le plan institutionnel, de nombreuses organisations conçues pour soutenir la gouvernance mondiale à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ne sont plus adaptées. Par exemple, le Conseil de sécurité des Nations unies a été créé à un moment où la plupart des nations africaines étaient encore sous domination coloniale, et sa représentation reflète encore de manière embarrassante une époque révolue. Il en va de même pour d'autres institutions et forums multilatéraux déterminants : l'Union africaine n'a été admise au G20 que l'année dernière, à la demande d'un autre pays du Sud global, l'Inde.

[...]

Ces institutions continueront à manquer de légitimité si elles ne s'élargissent pas de manière à mieux refléter les intérêts du monde entier et non plus seulement ceux de l'Occident. C'est un point sur lequel les pays du Sud exercent une pression importante. L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud assurant la présidence du G20 entre 2023 et 2025, il s'agit là d'une bonne occasion d'apporter de grands changements à l'architecture de la gouvernance mondiale. Le changement de dynamique a également donné un nouvel élan à d'autres alliances, comme le forum IBAS (Inde-Brésil-Afrique du Sud), en tant que blocs d'autonomisation pour le Sud global.

[...]

« 3^e Sommet Voice of Global South : le Premier ministre Modi souligne l'importance de l'infrastructure publique numérique », India News Network, 17 août 2024, www.indianewsnetwork.com (extrait)

[...]

Le Premier ministre Modi a mis en évidence les points suivants :

1. Les défis du changement climatique et les préoccupations liées à la sécurité sanitaire, alimentaire, et énergétique.
2. Le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme.
3. Le fossé technologique et les nouveaux défis économiques et sociaux liés à la technologie.

"Les institutions de gouvernance mondiale et financières, construites au siècle dernier, n'ont pas été en mesure de combattre les défis de ce siècle," a-t-il déclaré.

Réaffirmant l'engagement de l'Inde à partager ses expériences et capacités avec tous les pays du Sud Global, le Premier ministre Modi a mentionné la promotion du commerce mutuel, la croissance inclusive, l'avancement des Objectifs de Développement Durable, et le développement mené par les femmes. "Au cours des dernières années, notre coopération mutuelle a été stimulée par l'infrastructure, la connectivité numérique et énergétique," a-t-il remarqué.

"En 2022, lorsque l'Inde a pris la présidence du G-20, nous avons décidé que nous donnerions une nouvelle forme au G-20. Le sommet Voice of Global South est devenu une plateforme où nous avons discuté ouvertement des problèmes et des priorités liées au développement. Et l'Inde a conçu l'agenda du G-20 sur la base des espoirs, des aspirations et des priorités du Sud Global," a rappelé le Premier ministre Modi.

Le plus grand exemple de cela a été le moment historique où l'Union Africaine a assumé une adhésion permanente au G-20, a-t-il noté.

[...]

Discours de Vladimir Poutine, discours accompagnant l'annexion de quatre régions d'Ukraine – Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia, 30 septembre 2022

[...]

« L'Occident est prêt à franchir toutes les limites pour préserver le système néocolonial qui lui permet de vivre aux crochets du monde [...]. Nous sommes fiers que notre pays ait été au XXe siècle à la tête du mouvement anticolonial, qui a permis à de nombreux peuples dans le monde de progresser, de réduire la pauvreté et les inégalités, de vaincre la faim et la maladie. L'une des raisons de la russophobie séculaire et de l'animosité affichée des élites occidentales à l'égard de la Russie est précisément liée au fait que nous ne leur avons pas permis de nous voler pendant la période des conquêtes coloniales. »

[...]

Discours du Président de la République à l'occasion de la Conférence des Ambassadrices et des Ambassadeurs, 6 janvier 2025, www.elysee.fr, (extrait)

[...]

Le troisième théâtre de combat, ce sera celui de la réforme de l'architecture financière internationale. Là-dessus, le risque qui est le nôtre est simple, c'est une fragmentation du monde dans lequel nous vivons. On est habitués, depuis la sortie de la deuxième Guerre mondiale, à un monde avec le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale. Celui-ci est progressivement devenu caduc. Il faut être là aussi lucide parce que ces règles d'investissement et de représentativité n'ont pas tenu compte, pris en compte les grands émergents, et parce qu'il y a une stratégie chinoise de contournement de cet ordre international. Il y a ensuite une tension qui existe avec ce double standard qui est nourri par les deux grandes crises, ukrainienne et proche-orientale, et un narratif qui est utilisé par certains, qui consiste à dire qu'un Sud global devrait se séparer en quelque sorte de cette organisation internationale par trop occidentale.

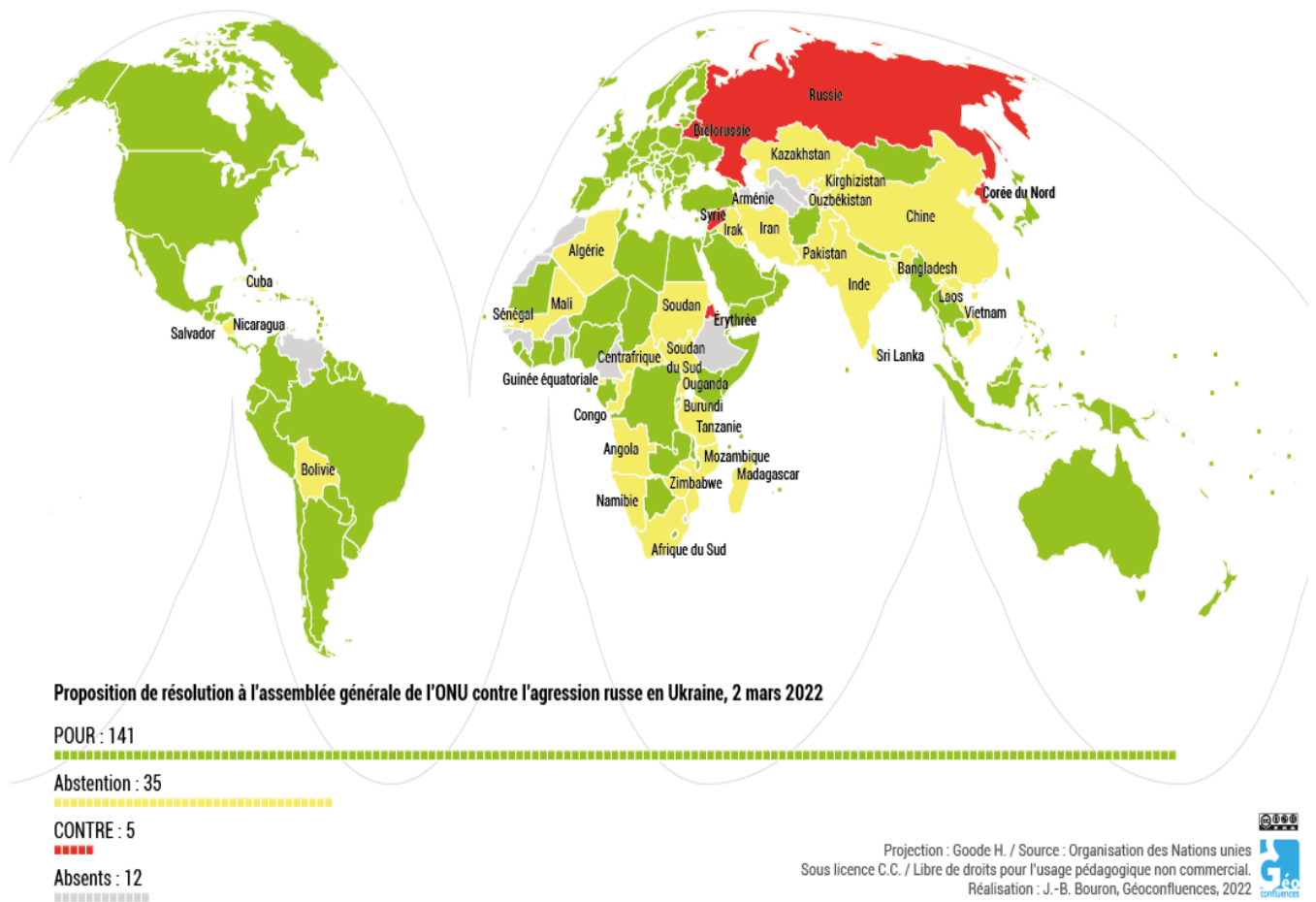
Le défi qui est le nôtre est véritablement de bâtir des règles plus justes, respectueuses et efficaces, mais de consolider un ordre mondial financier international. Cette réforme, nous en avons posé les bases au sommet pour le financement africain en 2021 et au sommet que nous avons fait à l'été 2023 sur le nouveau financement international. Il a permis de bâtir les 4P, ce pacte de Paris pour les Peuples et la Planète qui a été rejoint par une soixantaine de pays à travers le monde. D'abord, je veux qu'on continue cet effort pour qu'on puisse rejoindre le 4P. Et ensuite, on va scander les prochains mois par des initiatives concrètes.

Que dit ce pacte de manière très simple ? Premièrement, il ne faut pas avoir à choisir entre la question du développement des opportunités économiques et la lutte contre le dérèglement climatique et pour la biodiversité. C'est-à-dire pas de leçons à donner et on n'a pas à dire aux gens, renoncez à votre croissance pour le climat dans beaucoup de pays du Sud. Deuxièmement, le chemin doit être choisi par chaque pays. Finies les grandes règles où tout le monde est habillé, si je puis dire, avec le même modèle décidé ou à Bruxelles ou à Washington ou ailleurs. Troisièmement, choc concessionnel public. Et donc on doit beaucoup mieux mobiliser nos finances communes, par des réinvestissements pour les pays qui le peuvent, par la mutualisation et le meilleur travail de nos banques. C'est ce qu'on a fait avec la finance en commun, qui met en réseau la mobilisation de l'AFD et de l'ensemble de ses partenaires, à travers le monde, toutes les banques de développement, les banques multilatérales et les banques régionales ; et à travers ça, donc, davantage aussi mobiliser le bilan de la Banque mondiale et du FMI.

Et quatrième point, plus d'argent privé, effet de levier. Ces quatre règles ont commencé d'ailleurs à percoler, puisqu'il y a une transformation qui est en cours au FMI et à la Banque mondiale. C'est celles qui nous ont conduit à proposer, puis à réussir, l'émission de droits de tirage spéciaux au FMI, puis la réallocation de plus de 100 milliards vers les pays les plus pauvres dans le continent africain, on doit poursuivre cet agenda en donnant plus de place aux émergents, en changeant la gouvernance, l'ambition, mais l'agenda 4P est plus valide que jamais.

[...]

Vote de la résolution du 2 mars 2022 condamnant la guerre en Ukraine, *geoconfluences.ens-lyon.fr*



« Le Sud global, un nouvel acteur de la géopolitique mondiale ? », Vincent Capdepuuy, 25 septembre 2023, geoconfluences.ens-lyon.fr (extrait)

[...]

3. Le Sud global, un anti-Occident ?

Cette position a été réaffirmée avec force au début de la guerre en Ukraine par Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, lors du Séminaire sur la situation internationale et les relations extérieures de Chine qui s'est tenu à Pékin en décembre 2022 :

« Face à la reprise par certains pays de la mentalité de la guerre froide et au faux débat qu'ils ont lancé sur "la démocratie contre l'autoritarisme", la Chine et la Russie ont travaillé avec les autres pays pour promouvoir résolument l'avènement d'un monde multipolaire et la démocratisation des relations internationales et rejeter fermement l'hégémonie et une nouvelle guerre froide. Les relations sino-russes, qui se fondent sur le non-alignement et la non-confrontation et ne visent aucune partie tierce, sont indéfectibles. »

« Poursuivre une vision mondiale et aller vaillamment de l'avant pour écrire un nouveau chapitre glorieux de la diplomatie de grands pays aux couleurs chinoises », 25 décembre 2022, discours consultable sur le site de l'ambassade chinoise en France .

Cela ne peut se comprendre que par une redéfinition du non-alignement comme un non-alignement sur les États-Unis et un rejet d'un monde qui serait unipolaire. C'est ainsi qu'en juillet 2021, la Russie a obtenu le statut d'observateur au sein du Mouvement des pays non-alignés, comme la Chine depuis 1992. Le non-alignement serait moins une opposition Nord-Sud qu'un clivage entre l'Occident et le reste du monde, entre « the West and the Rest », pour reprendre une formule qui date également du début des années 1990.

François Fillon, auditionné à l'Assemblée nationale par la commission sur les ingérences étrangères le 2 mai 2023, mettait en garde : « Ce sont les Occidentaux qui imposent leurs sanctions au reste du monde. Si vous ne ressentez pas à quel point cette politique-là fait monter un ressentiment contre nous, vous ne voyez pas arriver l'orage qui va s'abattre sur l'Europe. » (LCP, 2023) Cette déclaration ne passa évidemment pas inaperçue et de nombreux extraits furent repris par un média chinois

Une des dernières annonces pour essayer de renverser l'hégémonie du Nord est la volonté affichée de mettre en place un ordre financier alternatif qui permettrait de contourner à la fois le FMI et le dollar grâce, notamment, à la Nouvelle Banque de Développement, dont la direction est actuellement assurée par Dilma Rousseff. De retour de Chine en avril 2023, le président du Brésil Luis Inácio Lula da Silva a salué cette prise de fonction car cette banque des BRICS « réunit toutes les conditions pour devenir la grande banque du Sud global [Sul global] » car elle « prêtera de l'argent dans la perspective d'aider les pays et non de les asphyxier »

Pour Lula, l'idée n'est pas de nourrir un antagonisme Nord-Sud mais de le dépasser en marginalisant le Nord jusqu'alors hégémonique :

« Je pense que nous sommes des victimes, nous sommes traités comme des algorithmes et il est nécessaire que l'humanisme réagisse. [...] Nous devons vaincre l'individualisme, qui est en train de s'emparer de l'humanité. L'humanité est née pour vivre en communauté. »

« Discurso do presidente da República, Luiz Inácio Lula da Silva, na cerimônia de posse de Dilma Rousseff na Presidência do NBD », 14 avril 2023.

C'est sans doute dans cet horizon mondial qu'il faut comprendre l'ajout au début des années 1990 de l'adjectif « global » à la notion de Sud utilisée jusqu'alors. Alors que la notion de « Nord global » reste très peu usitée, car non pertinente – il y a longtemps que le Nord domine le Monde –, alors que la notion d'« Occident global » reste surtout caractéristique du récit diffusé depuis des années par le pouvoir russe (global'nyy zapad), parler de Sud global dit l'aspiration de tout un ensemble de pays du Sud, aussi hétérogènes soient-ils, potentiellement rivaux ou simplement en désaccord, à bousculer cette domination d'une poignée de pays occidentaux ou du Nord (Boillot, 2023). Pour reprendre un argument souvent utilisé, l'objectif serait de corrélér le poids démographique mondial que représentent les pays du Sud et son poids politique.

C'est ce qu'exprimait également le président sud-africain Cyril Ramaphosa à l'Assemblée nationale le 9 mars 2023 alors que se prépare le prochain sommet des BRICS à Durban :

« Nos priorités répondent aux défis et aux opportunités que partagent l'Afrique du Sud et les autres membres des BRICS. Elles répondent également aux besoins et aux préoccupations du Sud global dans son ensemble. L'une des valeurs fondatrices des BRICS est la nécessité de restructurer l'architecture politique, économique et financière mondiale [« global »] pour la rendre plus équitable, plus équilibrée et plus représentative. Les pays des BRICS conviennent que les Nations unies doivent rester au centre du multilatéralisme et être réformées pour les rendre plus efficaces, plus inclusives et plus représentatives de la communauté mondiale. Cela inclut la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies afin de garantir que les pays africains et les autres pays du Sud soient correctement représentés et que leurs intérêts soient effectivement défendus. »

« President Cyril Ramaphosa: Oral replies to questions in the National Assembly », 9 mars 2023. Trad. V. Capdepuuy.

On notera que la Turquie, qui ne se considère pas comme un pays du Sud global, porte la même critique. En 2016, le président turc Recep Tayyip Erdoğan avait résumé cette revendication en un slogan : « Le monde est plus grand que cinq » (dünya beşten büyüktür), allusion évidente au Conseil de sécurité de l'ONU.

Selon Pierre Grosser, il serait plus juste de parler d'« un multi-alignement plus [que d'un] non-alignement » (Grosser, 2023). Ce terme de « multi-alignement », employé pour la première fois par Shashi Tharoor il y a une dizaine d'années, est aujourd'hui un des mots-clés du discours officiel indien. Subrahmanyam Jaishankar, l'actuel ministre des Affaires étrangères, dans son ouvrage paru en 2020 sur « la voie indienne », *The India Way : Strategies for an Uncertain World*, avait concédé une certaine pertinence au terme : « Dans le prolongement du non-alignement, il est parfois utile de parler de multi-alignement. Il semble plus énergique et participatif qu'une position antérieure d'abstention ou de non-implication » (Jaishankar, 2020). Cela s'inscrit dans un système mondial perçu comme étant de plus en plus multipolaire, où la diplomatie serait plus fluide, permettant une plus grande latitude de positionnement et d'action aux puissances moyennes comme l'Inde, mais aussi la Russie, la France, le Brésil, le Japon, la Turquie, l'Arabie Saoudite... « La dilution de la discipline des alliances ne fera que faciliter ce processus. Il en résultera une architecture plus complexe, caractérisée par différents degrés de concurrence, de convergence et de coordination » (ibid.). Selon Subrahmanyam Jaishankar, l'Inde

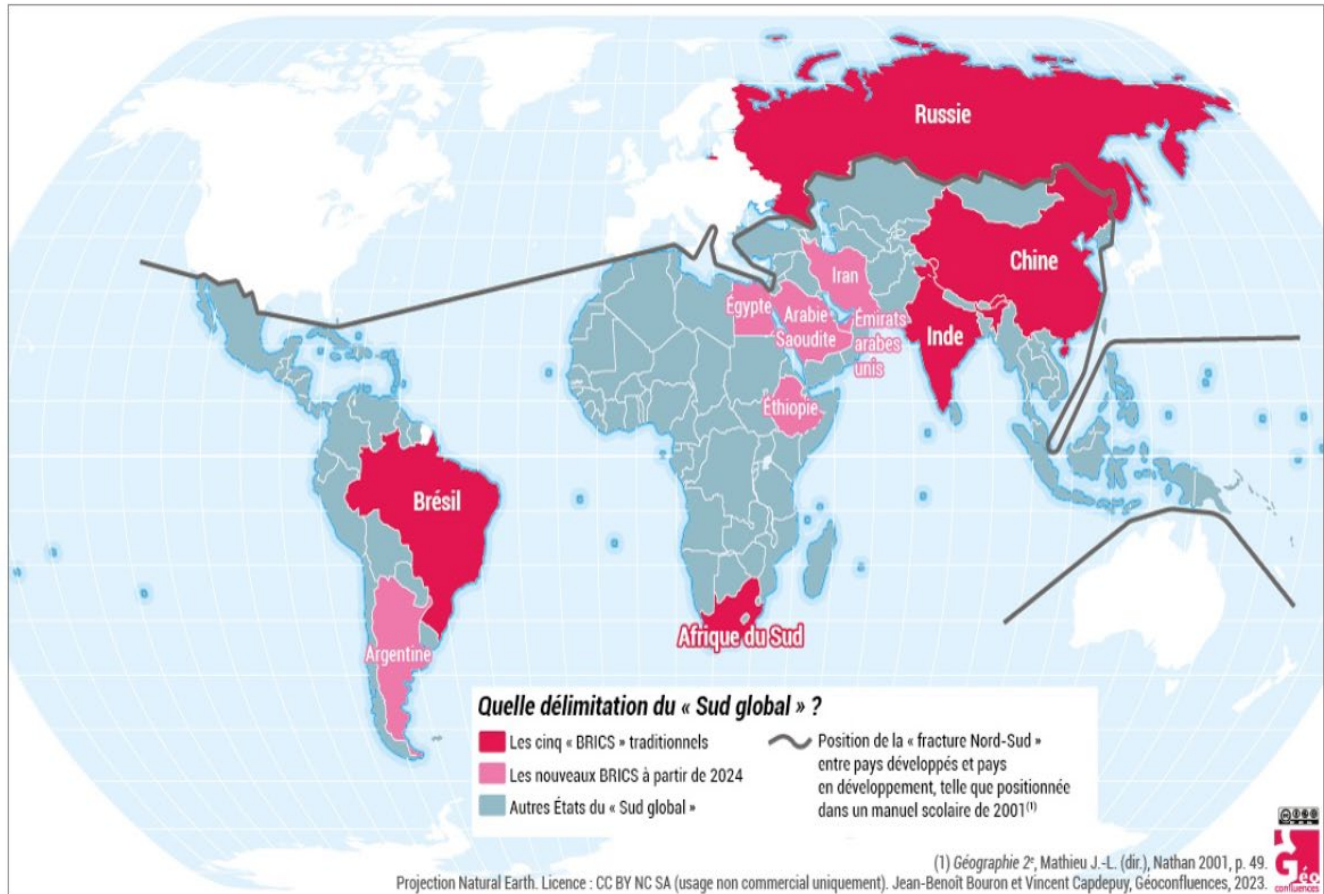
doit faire la promotion d'un « multilatéralisme réformé ». En cela, il s'accorde avec ce que promouvait, dix ans plus tôt, un groupe de chercheurs dans un texte intitulé NonAlignement 2.0 : « L'objectif principal d'une approche stratégique devrait être de donner à l'Inde un maximum d'options dans ses relations avec le monde extérieur » (Khilnani, 2012).

Cela dit, si le gouvernement indien entend se faire la voix du Sud global, en même temps, il assume complètement le fait de continuer à commercer avec la Russie d'un côté, et de l'autre n'hésite pas à s'allier aux puissances occidentales comme l'attestent sa participation aux réunions du Quad, le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, aux côtés des États-Unis, du Japon et de l'Australie, ou bien l'invitation de Narendra Modi par Emmanuel Macron pour le défilé du 14 juillet 2023 à Paris.

La position chinoise n'est pas foncièrement différente. La visite d'Emmanuel Macron en Chine en avril 2023 a été perçue comme un succès diplomatique et sa déclaration critique à l'égard des États-Unis – « Être allié ne signifie pas être vassal » – a été particulièrement appréciée. Cela a été rappelé lors d'un récent entretien téléphonique entre Emmanuel Bonne, conseiller du président français, et Wang Yi, directeur du Bureau de la Commission des affaires étrangères du Comité central du Parti communiste chinois : « La Chine apprécie les importantes déclarations récemment faites par le président Macron sur différentes plateformes multilatérales internationales qui reflètent la tradition de diplomatie indépendante de la France, et elle apprécie également le fait que les pays européens se montrent plus actifs dans leur dialogue et leurs contacts avec la Chine ». La récente opposition d'Emmanuel Macron à l'ouverture d'un bureau de l'OTAN au Japon, alors même que cela s'inscrivait dans une coopération déjà ancienne, est un autre message d'apaisement envoyé à la Chine.

Le risque du discours polycentrique serait de masquer l'enjeu démocratique interne à chaque pays, dont l'exigence ne peut disparaître derrière un relativisme faussement irénique, une nouvelle « coexistence pacifique ». Comme l'avertit la militante indienne Kavita Krishnan (2022), un Monde multipolaire pourrait bien n'être qu'un monde pavé d'impérialismes rivaux et potentiellement despotiques. Au demeurant, ceci était totalement assumé par les auteurs du rapport stratégique indien NonAlignement 2.0 : « Nous sommes attachés aux pratiques démocratiques et convaincus que des démocraties solides sont une garantie plus sûre de la sécurité dans notre voisinage et au-delà. Cependant, nous ne "promouvons" pas la démocratie et nous ne la considérons pas comme un concept idéologique servant d'axe de polarisation dans la politique mondiale » (Khilnani, 2012).

Une représentation cartographique possible du Sud global



[...]

« A bas le néocolonialisme ! », Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie, Dr Maxime Audinet, IRSEN, Etude n° 119, octobre 2024, www.irsen.fr (extraits)

[...]

III. LES OBJECTIFS DE CETTE MISE EN RÉCIT : LÉGITIMITÉ ET CONTINUITÉ HISTORIQUES, CRITIQUE ANTI-OCCIDENTALE ET CONVERGENCE AVEC LE « SUD GLOBAL »

L'anatomie du nouveau récit anti(néo)colonial russe proposée dans cette étude, de sa formation dans le discours officiel et par les élites du pouvoir à sa diffusion par l'écosystème d'influence de la Russie à l'étranger, permet en définitive de mettre en évidence trois types de mises en récit articulées entre elles. Ces « sous-récits » renvoient à trois « personnages » mis en scène : la Russie contemporaine, héritière de l'anti-impérialisme soviétique ; « l'Occident collectif » et ses différents représentants, dont les velléités hégémoniques se combinent à une politique étrangère « néocoloniale » ; le « Sud global » et les partenaires non occidentaux actuels ou potentiels de la Russie, qui font également figure de cibles prioritaires de ce récit.

LA MÉMOIRE ANTICOLONIALE SOVIÉTIQUE EN HÉRITAGE

La première mise en récit concerne la Russie et sa politique étrangère, légitimée au regard de son histoire. Comme l'illustrent de nombreux témoignages cités, le récit anti(néo)colonial est porteur de multiples références mémorielles et historiques qui permettent de tisser une continuité entre la politique étrangère russe contemporaine et le soutien apporté par l'Union soviétique aux mouvements de libération nationale et de décolonisation. Selon Nikita Panine, chercheur à l'Institut de l'Afrique de l'Académie des sciences – l'unité de recherche en études africaines la plus prestigieuse de Russie –, « le discours du néocolonialisme est devenu déterminant pour la politique russe après le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine ; dans le cas des pays africains, selon les responsables russes, cette approche permet de fixer une certaine continuité entre le rôle de l'URSS en Afrique et les plans d'action russes contemporains ».

Composante du discours marxiste-léniniste dès les années 1920, l'anticolonialisme soviétique précoce appelait les nations colonisées par les pays d'Europe de l'Ouest à rejoindre la Révolution mondiale. Il dénonçait aussi le colonialisme endogène mené par l'Empire russe, notamment sous l'impulsion de l'école de Pokrovski – cette composante du discours anticolonial soviétique n'est en revanche pas mobilisée à l'époque contemporaine. Laruelle souligne que d'autres traditions intellectuelles russes radicalement différentes – du courant slavophile du XIXe siècle aux nationalistes dissidents des années 1960 et 1980, comme Alexandre Soljénitsyne, en passant par les pères fondateurs de l'eurasisme dans les années 1920 – participèrent à la construction du récit anticolonial russe à partir de l'idée d'une colonisation de la Russie par l'Europe. Léon Tolstoï fut lui aussi, à partir des années 1890, un ardent contempteur de l'expansion coloniale des métropoles européennes, dont les écrits sur la résistance non violente trouvèrent une caisse de résonance chez Mahatma Gandhi et en Afrique du Sud⁵. L'anticolonialisme s'institutionnalisa au sein de la politique étrangère soviétique lors de la période khrouchtchévienne (1958-1964), afin de soutenir et séduire les nations du « tiers-monde » et les États non alignés :

Au fil des années, l'Union soviétique a acquis un grand prestige aux yeux de tous ceux qui luttent pour la paix, le progrès et la libération vis-à-vis du colonialisme. Le but de notre politique étrangère n'a jamais été d'enrichir notre propre État aux dépens d'autres États ; nous n'avons jamais cru à l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'État par l'État. Au contraire [...], nous avons soutenu ces pays non seulement par nos recommandations et par l'exemple que nous leur avons donné, mais aussi

par l'apport d'une aide matérielle gratuite ou par la vente de biens et d'équipements à des prix réduits. Notre politique étrangère est fondée sur la conviction que la voie tracée par Lénine est la voie de l'avenir, non seulement pour l'Union soviétique, mais aussi pour tous les pays et les peuples du monde [Nikita Khrouchtchev, 1955].

Ainsi, comme l'URSS à l'égard des pays du « tiers-monde », la Russie post-soviétique serait à l'avant-garde de la défense de la souveraineté effective des pays du « Sud global », soumis au « néocolonialisme » des puissances occidentales. L'actualisation narrative de la mémoire anti-impérialiste soviétique s'inscrit à ce titre dans un mouvement plus large consistant pour le Kremlin à instrumentaliser « l'histoire de la Patrie » (*otetchestevnaïa istoria*) et à construire de manière sélective un passé héroïque et mythifié pour légitimer sa politique intérieure, son identité et son rôle sur la scène internationale. C'est ainsi que la justification de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, comme le suggère le récit propagandiste de sa « dénazification », passe par la mise à jour de la mémoire de la Grande Guerre patriotique de 1941-1945 et la transposition de la lutte contre le fascisme dans la période contemporaine. Les narrateurs et diffuseurs du récit anti(néo) colonial russe en Afrique suggèrent aussi, par extension, que la Russie et l'URSS avant elle n'ont jamais été des puissances coloniales sur le continent. Abondamment discuté dans la littérature académique, le caractère « colonial » de l'expansionnisme russe et soviétique en Asie centrale, dans le Caucase et en Europe de l'Est, est en revanche banni du discours officiel russe contemporain et, *a fortiori*, de ses récits stratégiques.

UNE CRITIQUE RENOUVELÉE DE « L'OCCIDENT COLLECTIF »

La deuxième mise en récit concerne les pays rassemblés au sein de « l'Occident collectif », accusés de perpétuer leurs pratiques coloniales vis-à-vis des nations anciennement colonisées et d'autres nations non occidentales sous une forme actualisée, celle du néocolonialisme. Là encore, ce récit s'appuie sur l'idée d'une continuité historique intrinsèque entre pratiques occidentales passées et présentes, largement véhiculée dans les discours officiels et les contenus produits par les acteurs de l'influence russe. Si ces pratiques ont été documentées, leur mise en récit sur des fondements réels, exagérés ou fabriqués permet surtout aux élites russes de reformuler leur critique des modes d'ingérence politiques, économiques, culturels et normatifs occidentaux – déjà articulée depuis des années à la dénonciation de son caractère « hégémonique » et « unipolaire » – et de mettre en valeur le positionnement souverainiste – du reste sélectif et à géométrie variable – affiché par la Russie sur la scène internationale. La dénonciation de l'héritage de la Françafrique et de l'attitude « néocoloniale » de la France en Afrique, opposée à la souveraineté effective des nations africaines, est ainsi régulièrement brandie, comme on l'a vu, par les acteurs de la politique étrangère et de l'influence russe en RCA et au Sahel.

Plus encore, ce récit est susceptible de produire une inversion accusatoire dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en suggérant que l'interventionnisme agressif et « néo-impérialiste » est à chercher non pas du côté russe, dont la posture serait réactive et défensive, mais bien du côté occidental. Les acteurs russes peuvent en cela capitaliser sur les différences de perception de la guerre en Ukraine dans les pays occidentaux, d'une part, et dans de nombreux pays africains, latino-américains ou asiatiques, d'autre part. Ueli Staeger suggère en ce sens que la plupart des gouvernements africains considèrent que la guerre en Ukraine est le résultat de « la rivalité de grande puissance entre l'Occident et la Russie » et que « l'équidistance vis-à-vis de ces puissances » est un choix de politique étrangère préférable pour « préserver des marges de manoeuvre dans la poursuite d'une agentivité africaine ».

[...]

[...] la Russie cherche, par ce répertoire narratif, à séduire les pays non occidentaux appartenant à l'entité hétérogène du « Sud global », à les rallier à sa représentation du système international, en s'appuyant sur un métarécit déjà développé, mobilisé et décliné ailleurs dans le monde, et dont elle n'a pas le monopole : « Pourquoi tant de pays partagent-ils le point de vue de la Russie ? Parce que la Russie travaille activement à l'instauration d'un ordre mondial multipolaire plus équitable.

Pourquoi soutiennent-ils la Russie ? Parce que la Russie est à l'avant-garde. Et pourquoi refusent-ils de soutenir autre chose ? Parce que personne, en Afrique par exemple, n'a oublié l'époque coloniale », s'enthousiasme le président russe le 12 octobre 2023, lors de la session plénière de la Semaine russe de l'énergie (REN), le principal forum international russe consacré au secteur énergétique organisé chaque année à Moscou.

Attaquer le « néocolonialisme occidental » vise au fond à rassembler la communauté de ceux qui dénoncent, de concert, le caractère dominateur, unilatéraliste, inéquitable et « antidémocratique » du rôle joué par les pays occidentaux dans les relations internationales, au détriment de l'émergence d'un système international multipolaire : « Le partenariat constructif, de confiance et tourné vers l'avenir entre la Russie et l'Afrique est particulièrement significatif et important. [...]

[...]

« La Chine et les opérations militaires autres que la guerre (军队非战争军事行动) à l'étranger, quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ? », Dr Carine Pina, IRSEN, Etude n° 115, mars 2024, www.irsen.fr (extraits)

[...]

[...] L'impact positif des OMAG chinoises à l'étranger, en particulier l'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe naturelle ou d'épidémie est un capital « sympathie » que la Chine accumule à l'international et sur lequel elle s'appuie pour raffermir sa position de grande puissance responsable au regard des autres États et de leur population. Elles affermissent indéniablement la posture de la Chine en tant que puissance internationale impliquée, responsable et bienveillante. L'utilisation des OMAG par les dirigeants chinois pour polir l'image du pays à l'international est l'un des objectifs politiques majeurs très clairement énoncés. Le point 3 du chapitre 15 de « La Science de la stratégie militaire », intitulé « Façonner une bonne image du pays », précise que « l'utilisation à l'étranger de la puissance militaire a une fonction importante dans la construction d'une image. Elle peut afficher l'image militaire d'une organisation puissante, d'une organisation soucieuse de justice et d'une organisation pacifique, permettant d'influencer et de guider la connaissance rationnelle de notre pays par la société internationale et de façonner l'image d'un pays moderne au développement pacifique ».

[...]

Si la projection des forces armées chinoises dans le cadre des OMAG permet à la Chine de renforcer sa position de puissance responsable, ou du moins d'être perçue comme telle, elle semble également être un atout dans la compétition de puissance qu'elle mène avec les États-Unis. L'objectif de la Chine sous la direction de Xi Jinping est de faire de l'APL, à l'horizon 2049, une armée puissante. On peut supposer que cela signifie que l'APL devrait alors être en capacité de concurrencer les forces armées des autres grandes puissances, au premier rang desquelles l'armée des États-Unis.

[...]

Les OMAG à l'étranger permettent aussi à Pékin de muscler la partie sécuritaire de sa politique étrangère et, en fin de compte, de mener une diplomatie militaire attrayante pour ses partenaires, au détriment des autres grandes puissances. La projection de ses forces armées sur des territoires étrangers, notamment pour la protection de ses propres intérêts, hommes et biens, nécessite, en amont, l'accord et la coopération des autorités locales, ce qui incite Pékin à multiplier les coopérations sécuritaires bilatérales, en particulier sur le continent africain. Dans le dernier ouvrage majeur sur les relations sino-africaines, David H. Shinn et Joshua Eisenman consacrent 5 chapitres sur 11 aux aspects sécuritaires de la politique étrangère chinoise menée depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. Pour ne citer qu'un seul exemple de l'importance de ces relations, après l'évacuation des ressortissants chinois du sud du Soudan en avril 2023, le président chinois a remercié le président érythréen, Isaias Afwerki, en visite en Chine en mai, pour son aide lors de ces opérations : « La Chine est reconnaissante du soutien et de l'assistance apportés par la partie érythréenne lors de la récente évacuation et réinstallation de citoyens chinois au Soudan, ce qui démontre une fois de plus la profonde amitié entre la Chine et l'Érythrée. » Par ailleurs, en aval, les OMAG à l'étranger sont aussi l'occasion pour Pékin de signer des accords de coopération sécuritaire plus large pour pérenniser sa présence armée sur des territoires étrangers, présence d'autant plus acceptée voire appréciée par la population locale qu'elle est liée généralement à des opérations d'aide humanitaire ou de secours en cas de catastrophe, comme cela semble être de plus en plus le cas dans les États insulaires du Pacifique sud. Enfin, le déploiement et l'activation des forces armées chinoises à l'étranger dans le cadre de ses opérations

constituent un moyen privilégié de faire la promotion de son matériel militaire et civil auprès des États étrangers et de leurs états-majors. Ainsi, après les différentes missions de l'année 2022, le nouvel avion-cargo chinois Y-20 clôt ses périples par un vol direct Chine-Autriche en septembre 2022 pour être présenté au salon *Air Power* 2022, puis renouvelle l'exercice en février 2023 pour atterrir à Innsbruck pour un second salon.

Dévoilant les capacités militaires (matérielles et opérationnelles) de la Chine ainsi que les dispositifs militaro-diplomatiques que Pékin peut déployer pour les faciliter ou les pérenniser, les OMAG suscitent la méfiance et engendrent des réactions « défensives » de la part des autres puissances.

[...]